

« Il ne peut y avoir d'Azerbaïdjan occidental » (il y a bien une Arménie occidentale : les 6 vilayets de l'Empire ottoman) : OTC

Pachinian concède à Bakou la dissolution du Groupe de Minsk de l'OSCE sur le Karabakh

Deux jours après les menaces de nouvelles opérations militaires contre l'Arménie proférées par le président azerbaïdjanais Ilham Aliev lors d'une interview accordée le mardi 7 janvier à des chaînes de télévision azéries, le premier ministre arménien Nikol Pachinian s'en est tenu à la position qu'il avait affichée : ne pas tomber dans le piège des provocations tendu par le régime de Bakou qui attend la première occasion pour relancer les hostilités contre l'Arménie et donner toutes ses chances au dialogue pacifique conformément à son initiative des « carrefours de la paix ». Et le dirigeant arménien s'est fendu dans la foulée d'une nouvelle concession accordée au régime azéri, en donnant son accord jeudi à la dissolution du Groupe de Minsk de l'OSCE sur le Nagorno-Karabakh qu'exigeait avec insistance Bakou, entre autres conditions toujours plus nombreuses posées pour la conclusion d'un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en négociations depuis plus de deux ans.

La mesure est certes purement symbolique, cette instance internationale qui avait été créée en 1992 pour amener Arméniens et Azéris à parvenir à un règlement négocié du conflit du Haut-Karabakh étant devenue purement formelle et caduque, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, qui rendait impossible toute coopération au sein de la coprésidence du Groupe de Minsk, exercée depuis 1997 par les Etats-unis, la France et la Russie. Aliev avait prononcé bien avant l'oraison funèbre du Groupe de Minsk, dont l'Azerbaïdjan n'avait cessé de dénoncer l'inutilité, voire la nuisance, en l'accusant de perpétuer un statu quo favorable aux Arméniens depuis leur victoire dans la première guerre du Karabakh, à laquelle avait mis un terme un accord de cessez-le-feu arméno-azéri sous l'égide de la Russie et de la CEI; au lendemain de sa victoire éclatante sur les Arméniens au Karabakh lors de la guerre de l'automne 2020, Aliev déclarait déjà qu'il avait réussi là où avaient échoué les puissances coprésidant le Groupe de Minsk en trois décennies de vaines négociations, en réglant sur le champ de bataille la question du Nagorno-Karabakh, un dossier qu'il considère clos après la reconquête du territoire arménien rebelle fin septembre 2023, qui doit donner lieu selon lui à une dissolution du Groupe de Minsk, qui n'aurait plus de raison d'être.

La population arménienne indigène en avait été expulsée vers l'Arménie en quelques jours, suscitant des réactions plus ou moins indignées des médiateurs internationaux qui plaident encore pour un droit au retour des Arméniens dans leurs terres ancestrales, sans trop y croire, d'autant que les autorités d'Arménie n'inscrivent plus la question dans leurs priorités. Coquille vide, le Groupe de Minsk continuait pourtant à exister, en raison de l'insistance de l'Arménie à voir survivre une instance qui pourrait constituer un levier contre l'Azerbaïdjan, qui de son côté, exigeait des autorités arméniennes qu'elles en acceptent la dissolution, ajoutée à la liste des conditions qu'il pose à la conclusion d'un accord de paix durable arméno-azéri. De fait, le gouvernement arménien de Nikol Pachinian avait lâché du lest sur cette question comme sur celle de la modification de la Constitution arménienne exigée par Bakou : de même qu'il a affirmé vouloir changer la Constitution arménienne et en retirer les textes relatifs aux liens entre l'Arménie et le Karabakh de sa propre initiative, et non sous la pression de Bakou, comme l'en accuse l'opposition, de même Pachinian a préparé le terrain à la dissolution du Groupe de Minsk voulue par Bakou, en multipliant les sous-entendus et les déclarations érodant au fil des mois l'attachement proclamé de l'Arménie à l'instance internationale. En décembre encore, il créait la polémique en affirmant que le Groupe de Minsk, dès 1994, n'aurait fait qu'œuvrer à la réintégration du Karabakh dans l'Azerbaïdjan, avec l'aval de ses prédécesseurs à la tête de l'Arménie, les ex-présidents Levon Ter Pétrossian, Robert Kotcharian et Serge Sarkissian qui, de concert, ont exprimé leur indignation face à des déclarations mensongères selon eux qui jetaient le discrédit sur un processus de négociations qui avait laisser espérer un avenir possible et légitime au Karabakh arménien.

De fait, les critiques ouvertes de Pachinian revenaient à frapper de nullité le Groupe de Minsk. Aussi est-ce sans état d'âme apparent que le dirigeant arménien a satisfait à cette autre exigence d'Aliev, qui avait rappelé, lors de son interview menaçante de mardi, que la dissolution du Groupe de Minsk figurait au nombre de ses préconditions pour un accord de paix entre les deux pays du Sud Caucase. Dans cette même interview, il avait qualifié l'Arménie d' « Etat fasciste », et s'était fait fort de mettre fin à ce « fascisme » si les autorités arméniennes ne le faisaient pas elles-mêmes, et d'ouvrir par la force des armes ce fameux « corridor du Zanguezour » censé relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l'Arménie, autre condition posée avec une insistance inébranlable par Bakou et à laquelle, pour l'instant, l'Arménie n'entend pas céder, au nom de sa souveraineté sur les axes maillant son territoire. Mais jusqu'à quand? Jusqu'à son annonce de jeudi, Pachinian avait soutenu que la dissolution du Groupe de Minsk ne pourrait avoir lieu qu'une fois conclu un traité de paix global et durable avec l'Azerbaïdjan. Dans une autre réponse aux déclarations belliqueuses d'Aliev, Pachinian faisait valoir qu'il proposait que l'OSCE procède elle-même au démantèlement du Groupe de Minsk. "Quand la paix est un fait établi, l'existence de ce format, je pense, peut réellement soulever des questions", indiquait le premier ministre arménien en ajoutant : "La question ici est celle de l'agenda car ... il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs ". L'abolition du Groupe de Minsk doit relever de l'initiative conjuguée de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Pachinian n'a pas précisé quand Erevan fera une proposition en ce sens à l'OSCE.

Il y a deux semaines encore, le premier ministre arménien avait indiqué qu'une telle démarche de l'Arménie devait s'accompagner de l'engagement de Bakou à cesser de désigner le territoire actuel de l'Arménie sous l'appellation d'"Azerbaïdjan occidental ". Sans effet sur Aliev qui a persisté mardi à utiliser cette appellation, non sans réitérer une autre de ses nouvelles conditions, selon

laquelle l'Arménie doit garantir le retour des Azéris qui vivaient sur le territoire de l'Arménie à l'époque soviétique et qui l'avaient fui durant la première guerre du Karabakh, dans un chassé croisé qui vit les Arméniens quitter l'Azerbaïdjan, à l'exception du Karabakh. Dans un message posté sur sa page Facebook, peu avant, jeudi, Pachinian indiquait que les références persistantes à l'"Azerbaïdjan occidental " s'apparentaient à des revendications territoriales sur l'Arménie. Il ajoutait qu'en persistant à exiger de l'Arménie qu'elle cesse d'acheter des armes, Bakou pourrait préparer le terrain à une "agression ouverte" contre son pays. Dans le même temps, Pachinian réitérait ses appels en vue d'une signature rapide d'un traité de paix bilatéral et de l'établissement des liens de transport arménoazéris. Aliev avait une fois encore exigé l'aménagement d'un corridor extraterritorial reliant l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan et à la Turquie qui traverserait la province méridionale arménienne du Syounik, frontalière de l'Iran, dont le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Akbar Ahmadian, en visite officielle le même jour à Erevan, rappelait que son pays restait fermement opposé à un tel corridor.

"Le corridor du Zangezur doit être ouvert et il sera ouvert", avait martelé Aliev, indifférent aux objections iraniennes, en ajoutant que "le facteur de force" est dominant actuellement dans les affaires internationales. On est donc en droit de se demander si l'annonce de Pachinian relative à la dissolution du Groupe de Minsk sera de nature à faire fléchir Aliev. Ce dernier a montré qu'il ne manquait pas de conditions à poser aux Arméniens, en leur faisant comprendre qu'ils n'étaient pas quant à eux en mesure d'en poser. Réagissant à cette nouvelle concession de Pachinian, les responsables de l'opposition arménienne et les autres détracteurs de sa politique ont désigné les dernières menaces d'Aliev comme une preuve supplémentaire de l'échec de la politique d'apaisement prônée par Pachinian, qui a pour seul effet d'encourager l'Azerbaïdjan à exiger plus de concessions encore de l'Arménie sans laisser espérer la paix. D'accord pour une fois avec Pachinian, ils partagent ses craintes d'une offensive à grande échelle contre l'Arménie que préparerait Bakou.

Nor Haratch

10 janvier 2025

Pachinian: « Il n'y a jamais eu, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'« Azerbaïdjan occidental » en Arménie, et l'Arménie occidentale s'arrête à la rivière Araks »

Le 8 janvier, le Premier ministre Nikol Pachinian a déclaré qu'« il n'y a jamais eu, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'"Azerbaïdjan occidental" en République d'Arménie, et l'Arménie occidentale se termine à la rivière Araks », soulignant que la mention "Azerbaïdjan occidental" est une rhétorique directement offensive à l'encontre de l'État souverain d'Arménie.

« L'Azerbaïdjan occidental comprend les régions de Qazakh, Aghstafa, Tovuz, Getabey, Dashkesan, Kelbajar, Latchine, Kubatli et Zangilan. Il n'y a jamais eu, il n'y a pas et il ne peut y avoir d' "Azerbaïdjan occidental" de ce côté-ci. Dans le concept de la véritable Arménie, lorsque nous disons Arménie occidentale, nous devons également comprendre que l'Arménie occidentale inclut la partie occidentale de la région d'Armavir, la région de Baghramian, la région d'Aragatsotn, la région de Talin et la région de Maralik. Car la véritable Arménie se situe dans sa véritable région. De la même manière que l' "Azerbaïdjan occidental" ne peut pas se trouver au-delà de Kazakh, tout comme l'Arménie occidentale ne peut pas se trouver au-delà d'Armavir. L'Arménie occidentale s'arrête à la rivière Araks, et c'est notre conception de la sécurité », a déclaré le Premier ministre.

Réaction de l'Azerbaïdjan aux déclarations de Pachinian

En réponse aux déclarations susmentionnées du Premier ministre arménien, Aykhan Hadjizadé, attaché de presse du ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, a écrit sur sa page Facebook : « Monsieur Pachinian, que signifie réellement tout cela ? » Il est intéressant de constater que votre « histoire pacifique » évite l'élément le plus important pour établir une paix durable dans la région : le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.

Si l'Arménie est vraiment intéressée par l'établissement de la paix avec ses voisins, pourquoi évitez-vous d'entamer le processus de renonciation aux revendications sur les territoires appelés « Arménie occidentale » et « République du Haut-Karabakh » dans votre Constitution et votre législation nationale ? »

ARMENPRESS

10 janvier 2025

Le Secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie et le Représentant spécial de l'UE discutent de la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

EREVAN, 10 JANVIER, ARMENPRESS: Le Secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie, Armen Grigoryan, a reçu vendredi la Représentante spéciale de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, Magdalena Grono. Selon le bureau de M. Grigoryan, les interlocuteurs ont abordé plusieurs questions concernant les relations entre l'Arménie et l'Union européenne, ainsi que l'élargissement et l'approfondissement de leur programme de coopération.

Au cours de la réunion, les interlocuteurs ont discuté de la situation sécuritaire extra-régionale et régionale et du processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les fonctionnaires ont également abordé la question du déblocage des infrastructures régionales, dans le cadre de laquelle M. Grigoryan a présenté le projet « Carrefour de la paix » et les mesures prises par l'Arménie pour le mettre en œuvre. Le Secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie a également décrit les mesures prises par le gouvernement arménien pour établir la paix avec l'Azerbaïdjan.

Published by	⁷ Armennress	original a	t https:/	/armenpress.am	/fr	/article	/12091	197
I uniisiica ny	At membress,	oriumai a	r 1100009./	armempress.am	/ LL /	ai ucie	114031	13/

EUROPE - FRANCE

NAM (Nouvelles d'Arménie)

10 janvier 2025

L'UE propose de prolonger le déploiement de la Mission d'observation de l'Union

européenne en Arménie

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité a proposé de prolonger le déploiement de la mission civile de l'Union européenne en Arménie pour deux ans supplémentaires, a déclaré le service de presse de la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères.

« Les États membres ont accueilli favorablement la proposition et discutent actuellement des actes juridiques nécessaires avec les organes compétents du Conseil de l'Union européenne. » « La décision du conseil sur la prolongation est attendue dans les prochains jours », indique la réponse écrite fournie à RFE/RL.

Depuis des mois, Bakou accuse la mission « d'espionnage et de porter atteinte à la stabilité régionale ». En réponse à ces accusations, le Bureau du Haut Représentant a déclaré : « Le mandat de la Mission de l'Union européenne en Arménie est très clair : observer et rendre compte sur le terrain de la situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise du côté arménien et contribuer aux efforts de l'Union européenne dans le règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais. Grâce au déploiement de la mission de surveillance, le nombre d'incidents armés dans les zones frontalières a considérablement diminué. Comme on le sait, l'UE informe régulièrement l'Azerbaïdjan des activités de la mission. »

L'UE propose de prolonger le déploiement de la Mission d'observation de l'Union européenne en Arménie.

En février 2023, 100 premiers observateurs civils sont arrivés en Arménie, puis quelques mois plus tard, leur nombre a doublé.

Krikor Amirzayan	

RUSSIE

10 janvier 2025

Crash d'un avion azerbaïdjanais: « risques élevés » pour les vols civils en Russie, dit l'UE

L'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA) a mis en garde contre les « risques élevés » encourus par les avions de ligne survolant la Russie, en raison de « carences » de coordination avec l'armée illustrées selon elle par le récent crash d'un appareil azerbaïdjanais.

Dans un « bulletin de sécurité sur les zones de conflit » consulté vendredi, l'AESA a renouvelé sa recommandation aux compagnies aériennes de ne pas emprunter l'ouest de l'espace aérien russe, ce dernier étant déjà interdit par Moscou aux transporteurs basés dans l'Union européenne (UE) mais restant emprunté par des avions de ligne chinois, turcs ou du Golfe entre autres.

La zone concernée est située « à l'ouest du 60e méridien Est à toutes les altitudes et tous les niveaux de vol », a ajouté l'agence européenne, qui indépendamment des mesures souveraines prises par la Russie, recommande d'éviter le survol d'une partie de ce territoire depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022.

Dans son nouveau bulletin, elle a souligné que le conflit créait le risque de voir « des avions civils pris pour cible de manière non intentionnelle (...) en raison de possibles carences dans la coordination entre autorités civiles et militaires » lors de l'entrée en action de la défense aérienne.

L'AESA a mentionné des « incidents dans des espaces aériens qui n'avaient pas été fermés par la Fédération de Russie pendant des attaques (...) cela crée des risques élevés pour les opérations de vol, comme l'a montré l'incident du vol 8243 d'Azerbaijan Airlines ».

Trente-huit personnes sont mortes dans le crash de cet appareil qui effectuait le 25 décembre la liaison entre Bakou et Grozny, capitale de la république russe de la Tchétchénie.

Le président Vladimir Poutine a admis que des tirs de la défense antiaérienne russe avaient eu lieu le jour de la catastrophe en raison d'une attaque de drones ukrainiens, mais le Kremlin a refusé à nouveau jeudi d'admettre une responsabilité, malgré l'insistance de Bakou.

Pour l'AESA, dont le bulletin court au moins jusqu'au 31 juillet, la Russie « n'a pas démontré qu'elle était pleinement capable » de réduire les risques subis par l'aviation civile, liés au conflit dans son espace aérien.

L'Agence a remarqué « qu'aucune compagnie aérienne européenne ne dessert actuellement la Russie, ni n'emprunte son espace aérien », Moscou l'ayant fermé en représailles aux sanctions occidentales dès le début de l'invasion de l'Ukraine.

« Toutefois, plusieurs compagnies aériennes de pays tiers continuent à le faire, malgré les risques liés à la guerre », a rappelé l'AESA.

C'est notamment le cas des compagnies chinoises, qui bénéficient ainsi de routes plus courtes que leurs concurrentes européennes, mais aussi des transporteurs turcs et indiens, ainsi que ceux basés dans les pays du Golfe.

L'AESA ne peut émettre que des « recommandations ». Chaque autorité nationale de l'aviation civile, comme la DGAC en France, reste libre d'interdire ou de restreindre le survol de pays ou de zones précises aux compagnies aériennes relevant de sa juridiction.

Paris,	10 jar	n 2025	(AFP)	_
--------	--------	--------	-------	---

USA

Nor Haratch

8 janvier 2025

ÉTATS-UNIS : Des milliers de familles arméniennes ont également été évacuées en raison du violent incendie qui a ravagé le sud de la Californie, entraînant la destruction de maisons et de structures communautaires

L'école chrétienne Sahak Mesrop d'Altadena a été ravagée par le feu

Les violents incendies de forêt, qui ont débuté le 7 janvier et continuent de faire rage dans diverses régions du sud de la Californie en raison de vents violents, ont conduit à l'évacuation de dizaines de milliers d'habitants, y compris des milliers de familles arméniennes, et à la destruction de structures communautaires. L'école arménienne chrétienne Sahak Mesrop d'Altadena a été détruite par l'incendie. Des milliers d'habitants des communautés arméniennes d'Altadena, Pasadena, La Cañada Flintridge, Crescenta Valley et du nord de Glendale ont été contraints de quitter leur domicile. Les autorités locales leur ont demandé de rester vigilants et de respecter les ordres d'évacuation.



Ce qui reste de l'école arménienne d'Altadena

Les écoles arméniennes situées dans les zones sinistrées ont été fermées. Selon « *Asbarez* », le Diocèse arménien a annoncé que ses églises de Pasadena, Glendale, Montebello et Encino sont ouvertes pour accueillir les familles évacuées. La FRA de l'Amérique occidentale a également annoncé que dans les zones touchées, ses centres sont ouverts aux personnes ayant besoin d'un abri en raison de l'incendie.

Le 9 janvier, selon le dernier bilan provisoire, au moins cinq personnes avaient trouvé la mort autour de Los Angeles..

NAM (Nouvelles d'Arménie)

10 janvier 2025

A Glendale, la « ville arménienne » de Californie qui était menacée par le feu, les citoyens évacués sont rentrés chez eux

Hier 9 janvier, nous avons évacué les citoyens de deux zones à Glendale. Ce matin, nous avons déjà annoncé que tout le monde pouvait rentrer chez lui et c'est ce qu'ils ont fait. La maire de Glendale, l'arméno-américaine Elen Asatryan, l'a déclaré dans une interview accordée à notre confrère d'Arménie News.am ce vendrdi, le 10 janvier.

Précisions que près de 70% des quelque 180 000 habitants de Glendale, banlieue de Los Angeles en Californie sont Arméniens ou arméno-américains.

« À 12 heures, les portes du centre de soutien ont également été fermées, car il n'y en a pas besoin à ce moment-là », a déclaré Elen Asatryan. Selon la maire, bien qu'il n'y ait pas eu d'incendie à Glendale, les citoyens des quartiers proches des centres d'intervention ont été évacués. Hier, il y avait 100 citoyens au centre d'intervention, aujourd'hui tout le monde est rentré chez lui.

« Il a été annoncé que le vent pourrait reprendre dans les prochains jours, il y a un risque de propagation du feu, j'espère qu'avant cela les pompiers pourront éteindre l'incendie », a déclaré la maire de Glendale. Selon elle, même s'il n'y a pas d'incendie dans la ville, l'air est pollué et il est encore très difficile de quitter les maisons.

Des incendies de forêt font rage en Californie depuis le 7 janvier. Elle est

considérée comme l'une des plus dévastatrices de l'histoire de l'État. Les vents forts et le faible taux d'humidité favorisent la propagation rapide de l'incendie. Le bilan provisoire des morts s'élève à 10. Plus de 180 000 personnes ont reçu l'ordre d'évacuer en raison des incendies en cours à Los Angeles.

Krikor Amirzayan

NAM (Nouvelles d'Arménie)

10 janvier 2025

Los Angeles : Les élèves de Sahag-Mesrob devaient retourner en classe lorsque l'incendie a détruit leur école

Comment lutter contre les risques sanitaires liés aux incendies et quelles sont les possibilités d'aide gouvernementale ?

Les élèves de l'école chrétienne arménienne Sahag-Mesrob devaient retourner en classe mercredi, après les vacances de Noël. Personne n'avait prévu que l'école n'ouvrirait pas ses portes dans un avenir prévisible.

L'incendie d'Eaton, qui a ravagé Altadena et une partie de Pasadena mardi, a complètement détruit l'école Sahag-Mesrob, rasant les salles de classe et les bâtiments, des vidéos montrant les flammes ravageant rapidement la structure.

Dans une interview accordée à Nane Avagyan de l'Asbarez, la présidente du conseil d'administration de l'école Sahag-Mesrob, basée à Altadena, Arlene

Didanian, s'est montrée optimiste quant à la possibilité pour l'école de reprendre ses 45 ans de service dans le domaine de l'éducation, en dépit de la destruction de la structure.

- « L'incendie à Pasadena, en particulier autour de l'école, a pris de l'ampleur vers 18 heures le 7 janvier. Notre école se trouve au pied de la montagne. Bien que nous ne sachions pas exactement à quel moment le feu a pris à l'école, nous avons observé sur des vidéos que l'école a été presque entièrement détruite », a déclaré Didanian à Asbarez, ajoutant que l'école avait été avertie des dégâts potentiels que les vents prévus pourraient causer.
- « Je ne m'attendais pas à ce que les vents soient aussi destructeurs cette fois-ci », a ajouté Mme Didanian.

Elle a expliqué que son conseil d'administration avait discuté avec les institutions religieuses et éducatives de la région des possibilités de permettre aux élèves de poursuivre leurs études.

- « Pour l'instant, nous n'avons pas élaboré de plans concrets sur la manière de reprendre les cours, mais le conseil fait des heures supplémentaires pour reprendre ses efforts dès que possible », a déclaré Mme Didanian.
- « Certaines églises et écoles de la région ont proposé leur aide. Cependant, ces options sont encore en cours de discussion afin de déterminer laquelle serait la plus bénéfique pour nos élèves », a-t-elle ajouté.

Mme Didanian a déclaré que le conseil d'administration de Sahag-Mesrob espérait que les prières de la communauté lui donneraient la force de prendre les meilleures décisions et de poursuivre les 45 ans de service et de traditions de l'école au sein de la communauté de Pasadena.

Outre les dégâts structurels, les incendies dévastateurs peuvent également causer des problèmes de santé en raison de la fumée, des cendres et des débris présents dans l'air.

S'adressant à Nane Avagyan d'Asbarez, le Dr Harry Balian, chef du service de cardiologie de l'Adventist Health à Glendale, a déclaré que les risques pour le cœur et les poumons augmentaient à la suite de l'incendie, en particulier pour les personnes souffrant de maladies chroniques telles que l'asthme. « La probabilité d'une crise cardiaque est très élevée », a-t-il déclaré, invitant les personnes présentant des symptômes à demander immédiatement une aide médicale d'urgence.

Le Dr Balian a indiqué que d'autres symptômes liés à l'incendie pouvaient inclure

l'essoufflement, les maux de tête, les maux de gorge et la toux. Il a expliqué que l'irritation des yeux, le larmoiement et la congestion nasale sont également fréquents dans de telles conditions.

« Le meilleur moyen de prévenir ces symptômes pour les personnes qui se trouvent à proximité des zones touchées par l'incendie est de quitter immédiatement les lieux, de les évacuer et de se rendre dans des zones qui ne sont pas touchées », a déclaré le Dr Balian, ajoutant que le port de masques, tels que les masques N95 couramment utilisés pendant la pandémie de grippe aviaire de 19 ans, réduira l'exposition aux éléments.

Le Dr Balian recommande également l'utilisation de vitamine C, de zinc, de gingembre, de curcuma et d'ail pour renforcer le système immunitaire.

Alors que les incendies continuent de faire rage dans le sud de la Californie, le Dr Balian recommande également de ne pas rester trop longtemps à l'extérieur pour éviter de s'exposer aux éléments.

Le bilan économique des incendies n'est pas encore connu, car des centaines de personnes et d'entreprises ont été endommagées.

La Small Business Administration propose des prêts à faible taux d'intérêt en cas de catastrophe. Les entreprises de toutes tailles, les propriétaires, les locataires et les organisations privées à but non lucratif peuvent bénéficier du programme d'aide en cas de catastrophe. Visitez le site web de la SBA pour plus d'informations.

Asbarez

AZERBAÏDJAN

Nor Haratch

10 janvier 2025

Aliev : « Le corridor de Zanguezour doit être ouvert et le sera »

Le 7 janvier, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a de nouveau évoqué le soidisant « corridor de Zanguezour » lors d'une interview accordée aux médias locaux, proférant des menaces à ce sujet.

Il a d'abord commenté les résultats de l'élection présidentielle américaine, déclarant que « l'ère de Soros est également révolue », en faisant allusion à l'administration Biden. Il a souligné que les dirigeants arméniens devraient en tenir compte. « Ils devraient comprendre que la dictature de leur proche allié au Moyen-Orient, celle d'Assad, est déjà reléguée aux oubliettes de l'histoire et continuera de l'être. Qu'ils prennent donc la bonne décision. » Il a ajouté que l'Azerbaïdjan ne représente pas une menace pour eux : « Nous voulons la paix et la coopération dans le Caucase du Sud, et nous ne laisserons personne nous déranger. Ils ne devraient pas (les Arméniens et l'Arménie – "NH") constituer une barrière géographique entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Le corridor de Zanguezour doit être ouvert et le sera. Plus tôt ils comprendront cela, mieux ce sera », a menacé Aliev.

* * *

Depuis des années, Bakou insiste sur la nécessité d'une connexion directe entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan via la région de Syunik, sans douane ni contrôle aux frontières. En réponse, Erevan a toujours affirmé qu'il « n'est pas question de corridor dans les négociations », insistant sur le fait que toute voie de communication doit être sous la souveraineté et la juridiction du pays concerné, selon les principes d'égalité et de réciprocité.

« L'Arménie est un État fasciste, et la menace du fascisme doit être éliminée »

Le président azerbaïdjanais a également affirmé que « l'Arménie est une source de menace pour la région » et a qualifié l'État arménien indépendant d'« État fasciste ». « L'Arménie a été dirigée depuis près de 30 ans par des adeptes de l'idéologie fasciste, qui ont façonné ce pays à leur image. L'Azerbaïdjan est voisin

d'un État fasciste, et la menace du fascisme n'a pas disparu et doit être détruite. Nous n'avons pas d'autre choix », a-t-il déclaré.

« Les armes livrées à l'Arménie doivent être restituées »

Aliev a également abordé la question des achats d'armes par l'Arménie, affirmant que cela crée de nouvelles tensions. Il a insisté pour que l'Arménie cesse immédiatement de s'armer. « La France et les autres pays qui lui fournissent des armes devraient abroger ces contrats. Les armes déjà expédiées en Arménie doivent être restituées. C'est notre condition pour un accord de paix », a-t-il ajouté.

Il a annoncé que le prochain cycle de négociations sur la démarcation de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie pourrait avoir lieu ce mois-ci à l'initiative de Bakou.

« Macron m'a menacé en disant qu'il reconnaîtrait le Karabakh »

Aliev a également déclaré que la France avait tenté à plusieurs reprises de menacer l'Azerbaïdjan en déclarant qu'elle reconnaitrait l'Artsakh. Selon lui, après la fin de la guerre de 44 jours, le président français Emmanuel Macron l'aurait contacté à plusieurs reprises pour le menaçant de reconnaître l'Artsakh. « Les dirigeants actuels de la France sont politiquement immatures. Tout État qui déciderait de reconnaître cette région recevra un avis de rupture des relations diplomatiques », a-t-il averti.

« Il serait judicieux que le Premier ministre arménien reçoive les représentants de l'Azerbaïdjan occidental »

Enfin, Aliev a déclaré aux médias : « Il serait judicieux que le Premier ministre arménien reçoive les représentants de l'Azerbaïdjan occidental, étant donné qu'ils sont prêts à se rendre à Erevan. L'Arménie se présente aujourd'hui comme un pays en route vers la démocratie européenne ; alors, qu'elle le prouve. Cette question restera à l'ordre du jour tant que les Azerbaïdjanais ne seront pas installés dans des conditions sûres en Azerbaïdjan occidental, y compris au Zanguezour occidental », a-t-il conclu.

TURQUIE

ARMENPRESS

10 janvier 2025

Le ministre turc des Affaires étrangères salue les messages du Premier ministre arménien sur l'instauration de la paix dans la région

EREVAN, 10 JANVIER, ARMENPRESS: Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a parlé des négociations de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, notant que l'Arménie avance dans la perception d'une stratégie régionale à long terme.

- « Nous attachons de l'importance au fait que le Premier ministre Pashinyan a envoyé des messages positifs dans cette direction », a déclaré Fidan lors d'une conférence de presse.
- « Nous notons que sa position en faveur de la paix contribue à l'évolution positive du processus. Nous continuons à soutenir les négociations bilatérales sans médiateurs. L'instauration de la paix apportera de nouvelles opportunités sans précédent pour le développement de notre région ».

